

Tels sont les faits—une prolifération sans précédent de nouveaux ministères, organismes et programmes à laquelle ne répond aucune augmentation réelle des services ou de la production pour le peuple canadien. Malheureusement, devant cette critique et ces faits, le ministre, agissant au nom du gouvernement ne veut pas reconnaître la responsabilité au moins partielle de ce dernier quant aux pressions inflationnistes et ne cesse de pointer un index politique comme s'il était un petit garçon qui va répétant: «Hou, toi aussi.»

Si ce gouvernement voulait reconnaître qu'il a créé cette situation ou qu'il y a contribué ou s'il cherchait à se réformer, nos critiques devraient être plus réglées ou, si vous voulez, plus modérées. Malheureusement, on aperçoit seulement la réaction des politiciens au petit pied, car lorsque le chef de l'opposition les a mis l'autre jour en présence des faits, comment a réagi le ministre des Finances? Sa réponse a été représentative d'un gouvernement qui tient à tout prix à se justifier politiquement qu'à prendre ses responsabilités.

● (9.10 p.m.)

Aussi le ministre des Finances s'est-il contenté de dire que les états de service du chef actuel de l'opposition, alors qu'il était à la tête de la Nouvelle-Écosse, était plus lamentables que ceux du gouvernement actuel. Pour seule réponse, il a évoqué la situation en Nouvelle-Écosse. Permettez-moi de me reporter à la page 5215 du *hansard* du 8 décembre selon laquelle le ministre a dit ceci:

Entre 1956 et 1966, alors que mon ami était premier ministre de cette province, la fonction publique, c'est-à-dire le nombre de fonctionnaires, est passée d'environ 10,300 à 14,419, ce qui représente une augmentation d'un peu moins de 40 p. 100. Pendant la même période, le nombre des fonctionnaires fédéraux est passé de 336,000 à 361,000 environ, soit une augmentation d'à peu près 7 p. 100. A mon avis, ce sont des comparaisons qu'il faudrait faire pour la Chambre.

J'aimerais d'abord savoir à quel genre de ministre nous avons affaire et à quoi rime cette réponse inepte. C'est une vraie réponse de politicien, si l'on peut appeler cela une réponse. Même si la comparaison est pertinente et juste, dire à quelqu'un: «Vos états de service sont mauvais, donc les miens sont bons», n'est pas une réponse, car cela n'excuse pas le moindre manque de sens des responsabilités et de prudence fiscale dont fait montre le gouvernement actuel.

[L'hon. M. Fulton.]

Il saute aux yeux que les situations étant tout à fait différentes, la réponse du ministre manque totalement de pertinence. Il faut étudier la question d'après les points de départ. Notre parti et le gouvernement qu'il a formé de 1957 à 1963 ont reconnu qu'il y avait disparité entre les niveaux de l'économie et des services gouvernementaux dispensés aux régions maritimes et ceux dont bénéficient les autres régions du pays. En gouvernement fédéral conscient de ses responsabilités, le gouvernement conservateur a délibérément encouragé et autorisé le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et celui d'autres provinces maritimes, d'accroître les effectifs de leurs agents.

Comme mesure d'aide fédérale, nous avons présenté un projet de loi sur l'Office d'expansion économique de la région atlantique, ce qui a encouragé le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et ceux d'autres provinces atlantiques à accroître le nombre de leurs fonctionnaires et des services publics qu'ils fournissent. Cette augmentation de la fonction publique en Nouvelle-Écosse a été le résultat délibéré d'une politique fédérale délibérée et tout ce que le ministre a dit démontre les bons résultats de la politique délibérée, consciencieuse, intelligente et efficace du gouvernement fédéral de l'époque.

Quant à cette question de mauvaise gestion et d'hésitations, il est évident, qu'en dépit de ce qu'a dit le gouvernement actuel, il trouve lui-même qu'il dépense trop d'argent, et que ces dépenses excessives constituent une des principales causes de l'inflation dont le pays souffre aujourd'hui. J'aimerais maintenant le prouver.

De propos délibéré, le gouvernement a établi à 750 millions de dollars le déficit budgétaire pour la présente année financière. Par suite des prévisions supplémentaires, ce chiffre estimatif a maintenant dépassé 800 millions. Le malheur, c'est que le gouvernement ne fait rien à ce sujet. Il n'a rien fait pour enrayer l'une des causes de la tendance inflationniste, savoir ses propres dépenses démesurées. Il n'a rien fait pour réduire ses dépenses excessives cette année.

Toutefois, en réponse aux critiques dont il reconnaît la justesse en son for intérieur, le ministre prétend s'attaquer au problème en discutant des dépenses prévues pour l'an prochain. Ainsi, il y a quelques jours, le président du Conseil du Trésor (M. Benson) nous a dressé une longue liste des réductions qu'on